



LEPPM
Laboratoire d'étude
sur les politiques publiques
et la mondialisation

www.leppm.enaq.ca



Relations
internationales,
Francophonie
et Commerce extérieur
Québec 



CAPSULES **MONDE**

Bulletin 82 / Février 2013

Sommaire

MONDIALISATION ET CULTURE

Gouvernance de la culture

- ▶ Europe - [Pratiques novatrices au sein des organismes culturels](#)

Nouvelles technologies

- ▶ Royaume-Uni - [Le numérique comme fer de lance de l'économie culturelle](#)

Industries culturelles et créatives

- ▶ Inde - [L'Inde, une puissance culturelle en émergence](#)

Diversité des expressions culturelles

- ▶ International - [Développement économique et commerce international des biens culturels](#)

MONDIALISATION ET ÉCONOMIE

Pays émergents

- ▶ International - [La croissance des économies émergentes : plus de peur que de mal pour les pays développés?](#)

Gouvernance de l'économie

- ▶ International - [Renforcer les capacités des institutions financières internationales pour faire face aux déséquilibres économiques globaux](#)

Tendances

- ▶ International - [Une croissance globale modérée durant les cinquante prochaines années](#)

Système financier

- ▶ Canada - [Facteurs de risque pour la stabilité financière du Canada](#)

MONDIALISATION ET ÉDUCATION

Financement public

- ▶ États-Unis - [Les cours en ligne : une source de revenus intéressante pour les universités?](#)

Mobilité des personnes

- ▶ États-Unis - [Recrutement international d'étudiants : vers quels pays tourner son regard?](#)

Internationalisation de l'éducation

- ▶ Danemark - [Attirer talents et capitaux : le rôle des universités?](#)
- ▶ International - [Hisser un établissement au sommet des classements internationaux](#)

MONDIALISATION ET ENVIRONNEMENT

Changements climatiques

- ▶ Union européenne - [Rapport sur les impacts des changements climatiques en Europe](#)

Entreprises privées

- ▶ International - [Les investissements des grandes firmes privées dans les énergies renouvelables](#)

Économie et environnement

- ▶ International - [Vers une libéralisation des biens environnementaux?](#)

Développement durable

- ▶ Canada - Québec - [Le développement durable comme symbole politique](#)

MONDIALISATION ET SANTÉ

Politiques publiques

- ▶ Australie - [Réglementer la prévention de l'obésité](#)

Économie de la santé

- ▶ France - [Quand la santé coûte cher aux patients](#)

Immigration

- ▶ International - [La santé des migrants dans le futur](#)

Nouvelles technologies

- ▶ Angleterre - [Dossier de santé électronique national](#)

MONDIALISATION ET SÉCURITÉ

Sécurité civile

- ▶ International - [Prévenir la contrefaçon : quels indices possède le consommateur?](#)

Gouvernance de la sécurité

- ▶ États-Unis - [Utilisation des médias sociaux par les entreprises en Amérique du Nord](#)

Politiques Publiques

- ▶ États-Unis - [À propos de sécurité informatique américaine et internationale](#)
- ▶ OCDE - [Mesures nationales de cybersécurité](#)

CLIPS

Technologie et mondialisation

- ▶ Afrique - [Transformer l'Afrique grâce aux technologies de l'information](#)

Le LEPPM est un groupe de recherche de l'ENAP.

Pour contacter l'expéditeur, [cliquez ici](#)

Pour consulter les archives, [cliquez ici](#)

Mondialisation et culture

Gouvernance de la culture

Europe - Pratiques novatrices au sein des organismes culturels

Pour réflexion et analyse - Cette étude recense des cas concrets où des initiatives novatrices ont vu le jour et engendré des changements significatifs dans les pratiques des organisations culturelles et artistiques. Tirées de récits de leaders issus du secteur des arts du spectacle, ces initiatives ont, entre autres, permis de rendre plus efficiente l'organisation du travail au sein des organismes, encouragé le partage d'idées et l'établissement de réseaux professionnels et ont aussi favorisé le développement de nouvelles façons d'apprendre.

Intérêt pour le Québec - Les projets dont il est question témoignent de l'apport particulier du secteur artistique et culturel à la société en général et à l'organisation du travail, de façon plus spécifique. Cette étude peut permettre à un gouvernement de justifier des investissements en faveur des organismes culturels et artistiques.

IETM - International Network for Contemporary Performing Arts. "Developing innovative work organisation practices in the cultural sector in Europe". 2012.

[Accéder au document](#)

Par : LEPPM

[Retour au sommaire](#)

Nouvelles technologies

Royaume-Uni - Le numérique comme fer de lance de l'économie culturelle

Lien avec la mondialisation - La crise économique mondiale dans le secteur de la culture a notamment eu pour effet de diminuer les revenus des organisations culturelles et artistiques qui provenaient de fonds publics. Cet article s'intéresse aux défis que doivent relever ces organisations, tels que dénicher de nouvelles sources de financement et repenser leur modèle d'affaires.

Impact sur les politiques publiques - Les politiques publiques britanniques concernant l'économie créative et plus récemment, l'économie numérique encouragent les organisations artistiques à participer à la relance économique en misant sur les technologies numériques. De certaines de ces mesures, découlent des subventions dont peuvent bénéficier les organismes culturels afin de prendre le virage numérique et donner un second souffle à leurs projets. Outre l'aspect financier, l'article expose les possibilités que permettent ces nouvelles technologies pour le développement du secteur artistique et culturel.

Wong, Ashley. "Digital Futures in Policy and the Cultural Sector in the UK". ENCATC Journal of Cultural Management and Policy, Vol. 2, N°2 (2012): 60-72.

[Accéder au document](#)

Par : LEPPM

[Retour au sommaire](#)

Industries culturelles et créatives

Inde - L'Inde, une puissance culturelle en émergence

Lien avec la mondialisation - Sous l'effet de la libéralisation des marchés, de la privatisation et de la déréglementation, le monde des médias s'est transformé au cours des dernières décennies. Jusqu'à

maintenant dominé par les pays de l'hémisphère Nord, le contenu culturel diffusé à travers le monde, par l'intermédiaire des médias, est en voie de se transformer.

Pour réflexion et analyse - Cet article se penche sur la montée en puissance de l'Inde dans le secteur culturel. Plusieurs industries culturelles, dont celles de la télévision, du cinéma, de la presse écrite, affichent un développement significatif et font de ce pays un joueur-clé en matière de création et de diffusion de produits culturels. Cette nouvelle donne pourrait, affirme l'auteur, modifier la façon dont les chercheurs abordent l'étude des médias et des théories s'y rapportant.

Thussu, Daya Kishan. "India in the international media sphere." *Media, Culture & Society*. Vol. 35, N°1 (January 2013): 156-162.

Accessible par la base de données Sage Journals et à la bibliothèque de l'ENAP.

Par : LEPPM

[Retour au sommaire](#)

Diversité des expressions culturelles

International - Développement économique et commerce international des biens culturels

Lien avec la mondialisation - Quel impact le développement économique peut-il avoir sur la diversité des produits culturels auxquels ont accès les pays en développement (PED)? C'est le point de départ de cet article qui aborde le risque d'une éventuelle homogénéisation culturelle que l'on attribue à la mondialisation et, dans le cas présent, à la faible présence des PED sur le marché international des biens culturels.

Intérêt pour le Québec - S'appuyant sur des données empiriques, l'auteure examine le déséquilibre des échanges culturels mondiaux dans les secteurs de la musique et du cinéma. Si les industries culturelles de certains de ces pays s'en tirent mieux que d'autres, celles l'Inde et du Nigéria notamment, la plupart des PED font face à des obstacles persistants, à la fois pour pénétrer les marchés et avoir accès à une gamme diversifiée de produits culturels. Une étude qui peut étoffer la position du Québec dans sa défense de la diversité des expressions culturelles sur la scène internationale.

Masood, Maria. « Le développement favorise la diversité culturelle... jusqu'à un certain point ». *La revue des industries créatives et des médias*, 30 janvier 2013.

[Accéder au document](#)

Par : LEPPM

[Retour au sommaire](#)

Mondialisation et économie

Pays émergents

International - La croissance des économies émergentes : plus de peur que de mal pour les pays développés?

Lien avec la mondialisation - La croissance rapide des économies émergentes a bouleversé la structure du commerce international et suscité des inquiétudes à la fois chez les pays développés et les pays en voie de développement. Cet article contribue au débat sur l'impact de l'émergence de la Chine, de l'Inde, du Brésil et de l'Afrique du Sud (CIBA) sur l'économie mondiale, en analysant l'évolution de leur spécialisation commerciale au cours des dix dernières années.

Pour réflexion et analyse - Les auteurs remettent en question l'idée selon laquelle les pays émergents constituent une menace pour les pays de l'OCDE. À l'exception de la Chine, les économies émergentes, parce qu'elles semblent adopter un modèle de spécialisation commerciale similaire aux pays en développement, présenteraient un faible degré de concurrence et un haut niveau de complémentarité avec les pays industrialisés. Ils représenteraient davantage une menace pour les pays en développement. En revanche, l'évolution de la stratégie de spécialisation commerciale de la Chine s'apparenterait plutôt à celles des pays développés et risque d'entrer en concurrence avec ces derniers.

Pierluigi Montalbano et Silvia Nenci. "The Trade Specialization of China, India, Brazil, and South Africa: A Threat to Whom?", *The International Trade Journal*, Vol. 26, N°5 (November-December 2012): 363-384.

Accessible par la base de données Taylor and Francis et à la bibliothèque de l'ENAP.

Par : LEPPM

[Retour au sommaire](#)

Gouvernance de l'économie

International - Renforcer les capacités des institutions financières internationales pour faire face aux déséquilibres économiques globaux

Pour réflexion et analyse - Considérés comme l'une des principales causes de la crise financière et économique de 2008-2009, les déséquilibres économiques globaux sont provoqués par une distribution inégale des déficits et surplus de la balance des paiements des États. Alors que la communauté internationale, notamment par la voix du G-20, appelle à une meilleure coordination des politiques économiques et budgétaires, l'auteur de cet article évalue les différents mécanismes de coordination existants et envisagés pour conclure que ces efforts ne sont pas limités pour des raisons techniques, mais essentiellement politiques. Selon lui, les États hésitent à adopter des politiques coordonnées lorsqu'ils ne les perçoivent pas dans leur intérêt national.

Impact sur les politiques publiques - Comme les États ne semblent pas disposés à accepter des contraintes dans la définition de leurs politiques macroéconomiques, l'auteur explore des avenues alternatives pour lutter contre les conséquences néfastes des déséquilibres économiques. Devant les difficultés d'en venir à des accords multilatéraux ou régionaux, il recommande que les États augmentent substantiellement les capacités des institutions financières internationales (FMI) et mettent en place des accords de transferts (swap) bilatéraux qui permettraient de réduire temporairement les déséquilibres.

Graham Bird. "Dealing with Global Economic imbalances: The Political Economy of Policy Coordination", *Global Economic Review: Perspectives on East Asian Economies and Industries*, Vol. 41, N°4 (December 2012): 299-317.

Accessible par la base de données Taylor and Francis et à la bibliothèque de l'ENAP.

Par : LEPPM

[Retour au sommaire](#)

Tendances

International - Une croissance globale modérée durant les cinquante prochaines années

Sur le radar - Cette étude présente les perspectives de croissance économique globale pour les pays membres de l'OCDE et les autres États qui font partie du G-20. Selon un scénario basé sur des réformes graduelles pour stabiliser les ratios de dette/PIB des pays de l'OCDE, la croissance globale devrait s'élever en moyenne à 3% au cours des 50 prochaines années. L'amélioration de l'efficacité et de la productivité - notamment au sein des grandes économies émergentes - constituera le principal moteur de la croissance mondiale. La part des économies émergentes au sein de l'économie mondiale augmentera - en 2060, le PIB

combiné de la Chine et de l'Inde devrait surpasser celui de l'ensemble des pays de l'OCDE. Néanmoins, l'écart entre le taux croissance des pays émergents et des pays de l'OCDE se resserra au cours des prochaines décennies.

Impact sur les politiques publiques - D'importants efforts budgétaires devront être mis en oeuvre au sein de plusieurs pays de l'OCDE afin d'éviter que l'endettement public provoque une augmentation des taux d'intérêts et compromette leur croissance économique. Le rapport estime qu'une réduction de l'endettement moyen des pays de l'OCDE à moins de 60% de leur PIB, combinée à des politiques de libéralisation accrues des marchés et des réformes pour améliorer les taux d'activité de la main d'oeuvre, permettrait d'améliorer la croissance et de réduire les déséquilibres mondiaux qui se dessinent.

Organisation de coopération et de développements économiques (OCDE). "Looking to 2060: Long-term global growth prospects", (November 2012).

[Accéder au document](#)

Par : LEPPM

[Retour au sommaire](#)

Systeme financier

Canada - Facteurs de risque pour la stabilité financière du Canada

Sur le radar - Par cette revue du système financier, la Banque du Canada évalue les principaux éléments de l'économie et de la finance mondiales qui représentent des risques pour la santé financière canadienne. Dans un contexte de reprise économique mondiale fragile et inégale, de nombreux facteurs externes risquent d'ébranler la stabilité financière du Canada, notamment la crise de l'euro, la faiblesse de la demande mondiale et le bas niveau des taux d'intérêt dans les grandes économies avancées.

Impact sur les politiques publiques - La Banque du Canada conclut que le système financier canadien, même s'il est en bonne posture, demeure confronté à un niveau de risque globalement élevé. Pour atténuer ces facteurs de risque, elle émet différentes recommandations à l'égard des pays concernés, notamment la zone euro, les États-Unis et la Chine. La Banque du Canada souligne par ailleurs la nécessité de renforcer les infrastructures des marchés financiers nationaux et mondiaux pour que le système financier soit mieux à même de résister aux chocs défavorables.

Banque du Canada. « Revue du système financier », (décembre 2012).

[Accéder au document](#)

Par : LEPPM

[Retour au sommaire](#)

Mondialisation et éducation

Financement public

États-Unis - Les cours en ligne : une source de revenus intéressante pour les universités?

Sur le radar - Plusieurs universités tributaires des fonds publics cherchent à réduire ce lien de dépendance, de même qu'à combler le manque à gagner, provoqué par les restrictions budgétaires des gouvernements. L'offre de cours en ligne fait partie des alternatives envisagées par les établissements pour augmenter leurs revenus. Est-ce là une solution vraiment rentable pour les universités?

Intérêt pour le Québec - Dans le contexte actuel québécois, où le financement des universités est au coeur des débats, cet article examine les bénéfices éventuels de l'offre de cours en ligne. Contrairement à l'hypothèse avancée par les auteurs, la bonification de l'offre de cours en ligne ne mènerait pas à un accroissement des revenus globaux des établissements, notamment en raison de coûts élevés inhérents à la fourniture de ce type d'enseignement. Les auteurs estiment que, bien que cette solution puisse être une source de revenus, d'autres moyens plus draconiens doivent être envisagés par les établissements pour diminuer leur dépendance financière envers l'État.

Byrd, Jennings & Phillip Mixon. "Revenues and e-learning: do universities need an online presence?" Journal of Higher Education Policy and Management, Vol. 34, N°6 (December 2012): 601-609.

Accessible par la base de données Taylor & Francis et à la bibliothèque de l'ENAP.

Par : LEPPM

[Retour au sommaire](#)

Mobilité des personnes

États-Unis - Recrutement international d'étudiants : vers quels pays tourner son regard?

Sur le radar - Alors qu'aux États-Unis, un étudiant étranger sur deux provient de la Chine, de l'Inde ou de la Corée du sud, les universités américaines convoitent aujourd'hui de nouveaux marchés afin d'augmenter encore leur clientèle étudiante. Cette étude identifie quatre marchés émergents - la Turquie, le Vietnam, le Brésil et l'Arabie Saoudite - qui présentent un potentiel intéressant en termes de recrutement d'étudiants pour les établissements américains. Pour chacun de ces marchés on examine les facteurs facilitant le recrutement (croissance de la classe moyenne, ententes de mobilité, bourses d'études, etc.) mais aussi les risques qu'ils comportent (étudiants moins bien préparés pour l'entrée à l'université, méconnaissance de la langue anglaise, manque de soutien financier, etc.).

Pour réflexion et analyse - Pour les établissements qui souhaitent diversifier leur clientèle étudiante de provenance étrangère, ce rapport met en relief certaines données qui s'avèrent pertinentes, quant au recrutement d'étudiants à l'international.

Choudaha, Rahul & Yoko Kono. "Beyond More of the Same : The Top Four Emerging Markets for International Student Recruitment". World Education Services, October 2012.

[Accéder au document](#)

Par : LEPPM

[Retour au sommaire](#)

Internationalisation de l'éducation

Danemark - Attirer talents et capitaux : le rôle des universités?

Pour réflexion et analyse - Le contexte compétitif du marché mondial de l'enseignement supérieur, dans lequel l'Europe s'inscrit activement, a mené à la mise en oeuvre de réformes des systèmes d'éducation dans plusieurs États. Au Danemark, cette mouvance a visé à transformer les établissements universitaires en agents d'internationalisation afin de favoriser le développement de l'économie du savoir.

Intérêt pour le Québec - Cet article présente les pressions auxquelles sont assujetties les universités, à la fois par les cercles politiques et les milieux d'affaires, afin d'attirer au Danemark, des étudiants étrangers talentueux et de favoriser leur intégration éventuelle au marché du travail national.

Impact sur les politiques publiques - Les auteurs observent que les universités danoises se heurtent à certains obstacles, liés aux politiques nationales et européennes, telles que les politiques d'immigration, en contradiction avec leurs stratégies d'attraction d'étudiants à l'international.

Mosneaga, Ana & Jytte Agergaard. "Agents of internationalisation? Danish universities' practices for attracting international students". *Globalisation, Societies and Education*, Vol. 10, N°4 (November 2012): 519-538.

Accessible par la base de données Taylor & Francis et à la bibliothèque de l'ENAP.

Par : LEPPM

[Retour au sommaire](#)

International - Hisser un établissement au sommet des classements internationaux

Lien avec la mondialisation - Les classements internationaux d'universités ont gagné en popularité au cours des dernières années et sont devenus des outils d'internationalisation de l'enseignement supérieur, consultés à la fois par les dirigeants d'établissements et les gouvernements. L'objet de cet article est de déterminer de quelle façon ces classements peuvent être utilisés le plus efficacement possible, si l'on souhaite y faire figurer un établissement. L'étude tente ainsi d'identifier, dans quatre classements internationaux, les indicateurs qui ont le plus d'influence sur le rang qu'occupe un établissement.

Intérêt pour le Québec - À partir des observations tirées de leur analyse, les auteurs proposent des lignes directrices pour guider la planification stratégique d'un établissement qui viserait comme objectif de figurer en position avantageuse dans les classements internationaux. Ce modèle est ainsi susceptible d'intéresser certaines universités québécoises qui élaborent des stratégies visant à se tailler une place ou à maintenir leur rang au sein des classements.

Yung Chi Hou, Angela, Robert Morse & Chung-Lin Chiang. "An analysis of mobility in global rankings : making institutional strategic plans and positioning for building world-class universities". *Higher Education Research & Development*, Vol. 31, N°6 (December 2012): 841-857.

Accessible par la base de données Taylor & Francis et à la bibliothèque de l'ENAP.

Par : LEPPM

[Retour au sommaire](#)

Mondialisation et environnement

Changements climatiques

Union européenne - Rapport sur les impacts des changements climatiques en Europe

Impacts sur les politiques publiques - Cette vaste étude, publiée par l'Agence européenne pour l'environnement (AEE), mesure, à partir de nombreux indicateurs, l'impact des changements climatiques en Europe sur les écosystèmes, la santé et différents secteurs socioéconomiques (agriculture, foresterie, pêche, énergie, transports et infrastructures, tourisme, etc.). Elle identifie, par ailleurs, les risques engendrés par les changements climatiques, notamment en ce qui concerne les inondations, les pénuries d'eau et les sécheresses. Selon l'AEE, les changements climatiques auront des impacts socioéconomiques significatifs à travers l'Europe, d'où la nécessité d'investir dans la surveillance et la recherche afin de mieux évaluer ces impacts et permettre aux États européens de s'y adapter.

Intérêt pour le Québec - Les impacts des changements climatiques se feront de plus en plus sentir au Québec. Ce rapport de l'AEE présente une série d'indicateurs mesurables et une méthodologie dont le Québec pourrait s'inspirer pour procéder à sa propre évaluation.

European Environment Agency. "Climate change, impacts and vulnerability in Europe 2012. An indicator-based report", (November 2012).

[Accéder au document](#)

Par : LEPPM

[Retour au sommaire](#)

Entreprises privées

International - Les investissements des grandes firmes privées dans les énergies renouvelables

Sur le radar - Au cours de la dernière décennie, les grandes firmes multinationales ont largement investi dans le secteur des énergies renouvelables. Selon un rapport conjoint du World Wildlife Fund (WWF), du CERES, de Calvert Investments et de Gardiner & Associates, plus d'une vingtaine d'entreprises membres du Fortune 100 et du Global 100 ont volontairement pris des engagements ciblés en matière de recours aux énergies renouvelables dans la poursuite de leurs activités. Certaines ont même développé une stratégie d'approvisionnement et d'investissement en énergie renouvelable pour chacun des marchés où ils sont actifs. Elles ont recours à des approches combinées qui incluent l'achat de certificats d'énergie renouvelable (CER), la négociation de contrats d'achat d'électricité (CAE) à long terme et des investissements directs.

Impact sur les politiques publiques - Le manque de politiques claires et cohérentes à long terme crée de l'incertitude quant aux prix, à l'offre et au déploiement des énergies renouvelables, ce qui freine leur adoption par les grandes firmes. Les auteurs du rapport recommandent au gouvernement fédéral et aux États américains d'harmoniser leurs politiques incitatives en matière d'énergie renouvelable et de favoriser l'éclosion de tels marchés au sein des pays émergents, notamment par la réduction des tarifs à l'importation.

David Gardiner & Associates. "Power Forward. Why the World's Largest Are Investing in Renewable Energy?", (December 2012).

[Accéder au document](#)

Par : LEPPM

[Retour au sommaire](#)

Économie et environnement

International - Vers une libéralisation des biens environnementaux?

Sur le radar - Depuis le début des années 2000, de nombreux États et organisations internationales - notamment l'OMC - soutiennent la libéralisation des échanges de biens environnementaux, c'est-à-dire des biens qui peuvent être utilisés pour mesurer, prévenir, limiter, minimiser ou corriger des dommages environnementaux. L'abolition des tarifs sur ces biens permettrait d'améliorer la protection environnementale au sein des pays en développement en rehaussant l'utilisation de tels produits et en favorisant l'adoption de politiques environnementales plus strictes.

Pour analyse et réflexion - En procédant à une étude économétrique à partir d'un modèle à deux États (un développé et un en développement), l'auteur de cet article conclut que l'élimination des tarifs douaniers sur les biens environnementaux ne mènerait pas nécessairement au renforcement des politiques environnementales dans le pays en développement. En effet, un État en développement qui importerait la totalité de ses biens environnementaux d'un État développé dont l'éco-industrie ne serait pas en situation de concurrence parfaite, risquerait même de voir son niveau de pollution augmenter. D'où l'importance, affirme l'auteur, que les accords commerciaux internationaux incluent des objectifs de réduction de la pollution.

Alain-Désiré Nimubona. "Pollution Policy and Trade Liberalization of Environmental Goods", Environmental and Resource Economics, Vol. 53, N°3 (November 2012): 323-346.

Accessible par la base de données Springer et à la bibliothèque de l'ENAP.

Par : LEPPM

[Retour au sommaire](#)

Développement durable

Canada - Québec - Le développement durable comme symbole politique

Lien avec la mondialisation - Le concept de développement durable a été largement entériné par les institutions environnementales internationales et tous les paliers de gouvernement tentent, depuis, de l'intégrer dans leurs politiques publiques. Dans cet article, l'auteur compare les politiques de développement durable mises en oeuvre par deux gouvernements infranationaux - le Québec et la Flandre - pour conclure que, dans les deux cas, les mesures adoptées s'avèrent plutôt symboliques.

Intérêt pour le Québec - D'une part, l'article permet de comparer la politique de développement durable du Québec avec celle d'un autre État fédéré, en l'occurrence la Flandre. D'autre part, son auteur porte un regard critique sur les politiques québécoises et flamandes, affirmant qu'elles ne permettent pas les changements fondamentaux dans tous les secteurs de la société qu'implique le concept de développement durable. Selon lui, le gouvernement du Québec devrait saisir l'opportunité offerte par le récent sommet de Rio+20 pour prendre davantage d'engagements envers le développement durable en s'appuyant sur le concept d'économie verte.

Sander Happaerts. "Sustainable development in Quebec and Flanders: Institutionalizing symbolic politics?", Canadian Public Administration / Administration publique du Canada, Vol. 5, N°4 (December/Décembre 2012): 553-573.

Accessible par la base de données Wiley et à la bibliothèque de l'ENAP.

Par : LEPPM

[Retour au sommaire](#)

Mondialisation et santé

Politiques publiques

Australie - Réglementer la prévention de l'obésité

Sur le radar - L'obésité est depuis quelques années une importante préoccupation de santé publique à travers le monde.

Impact sur les politiques publiques - L'Australie fait de l'obésité une priorité nationale de santé publique depuis 2008. Des politiques et des programmes centrés sur ce problème ont été élaborés par différents ministères, dont ceux de l'agriculture, du commerce, de l'éducation, de la santé, du trésor et de l'agence pour l'alimentation.

Pour réflexion et analyse - Cette étude a examiné les politiques existantes afin d'identifier les obstacles à la réglementation gouvernementale en matière de prévention contre l'obésité. Des preuves d'un autre ordre que celles habituellement mises de l'avant par les défenseurs de la santé publique semblent nécessaires pour

persuader le gouvernement de légiférer. Il faudrait prouver que la réglementation aura un impact perceptible sur la population et mettre en évidence que le rapport coût-efficacité tiendra compte des retombées sur tous les acteurs concernés, tels que les entreprises.

Crammond, B., Van, C., Allender, S., Peeters, A., Lawrence, M., Sacks, G., Mavoia, H., Swinburn, B. A. and B. Loff. "The possibility of regulating for obesity prevention - understanding regulation in the Commonwealth Government", *Obesity Reviews*, (21 November 2012): Early view.

Disponible à partir de la base de données Wiley et à la bibliothèque de l'ENAP.

Par : LEPPM

[Retour au sommaire](#)

Économie de la santé

France - Quand la santé coûte cher aux patients

Sur le radar - L'auteure dénonce l'émergence d'une plus grande difficulté d'accès aux soins de santé par la population, plus particulièrement dans certaines couches de la société. Elle y voit là l'impact de la crise économique et le désengagement de l'État dans la prise en charge des soins de santé. Les usagers doivent, de plus en plus, assurer les frais de leurs soins, dans un contexte où leurs coûts ainsi que celui des médicaments sont en augmentation en France.

Lien avec la mondialisation - Différentes stratégies sont adoptées par les patients; l'auteur observe, entre autres, une tendance à renoncer aux soins lorsque les coûts sont prohibitifs. D'autres personnes se tournent vers l'étranger afin d'obtenir leurs soins, particulièrement des soins dentaires et visuels. La consultation en ligne, perçue chez certains décideurs comme une solution, ne reçoit pas l'assentiment de la majorité de la population; très peu envisagent cette option.

Pianezza, Pamela. « La santé à crédit : les stratégies des patients face à la crise », Presses de Sciences Po , *Les Tribunes de la santé*, vol. 3, n° 36, (automne 2012) : 67 - 72.

Disponible à partir de la base de données CAIRN et à la bibliothèque de l'ENAP.

Par : LEPPM

[Retour au sommaire](#)

Immigration

International - La santé des migrants dans le futur

Sur le radar - L'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) présente son point de vue pour la préparation du plan de santé mondial post-2015.

Pour réflexion et analyse - L'organisation signale l'importance de tenir compte des déterminants de la santé qui entretiennent un lien avec la mobilité des personnes et les migrations. Elle explique pourquoi et de quelle façon la santé des migrants constitue un enjeu du développement dont il faut se soucier. Une approche holistique, basée sur les principes d'équité en santé et de droit à la santé pour tous, est défendue par l'OIM. De plus, les États devront oeuvrer à produire des données harmonisées sur la santé des migrants.

Impact sur les politiques publiques - Trois arguments soutiennent la nécessité d'inclure explicitement la santé des migrants dans le cadre de développement de la santé mondiale post-2015. Il s'agit du droit à la santé, de l'amélioration des résultats de santé publique par l'inclusion des migrants dans le système de santé et, enfin, du fait que des migrants en santé favorisent le développement économique.

International Organization for Migration (IOM). "Health in the post-2015 development agenda: The importance of migrants' health for sustainable and equitable development", Migration Policy Practice, Vol. III, N° 6, (December 2012- January 2013).

[Accéder au document](#)

Par : LEPPM

[Retour au sommaire](#)

Nouvelles technologies

Angleterre - Dossier de santé électronique national

Sur le radar - À travers le monde, plusieurs États cherchent à mettre à profit dans le domaine de la santé les technologies de l'information afin d'améliorer la sécurité et la qualité des soins, particulièrement en créant des dossiers de santé informatisés qui peuvent être interreliés. L'Angleterre fait figure de chef de file en la matière.

Pour réflexion et analyse - Les auteurs ont examiné de quelle manière ont procédé les trois premiers hôpitaux d'Angleterre qui ont mis en oeuvre le dossier de santé électronique national. Ils ont analysé la perception et l'expérience des différents utilisateurs et cherché à identifier les conséquences du nouveau système sur les pratiques de travail et sur le fonctionnement organisationnel. Ils relèvent, dans ces contextes différents, des défis techniques et politiques similaires.

Intérêt pour le Québec - Les cas présentés et les leçons qui s'en dégagent offriront peut-être un éclairage supplémentaire en vue de surmonter certaines difficultés rencontrées dans la mise en place du dossier de santé électronique au Québec.

Cresswell, Kathrin M., Worth, Allison and Aziz Sheikh. "Comparative case study investigating sociotechnical processes of change in the context of a national electronic health record implementation", Health Informatics Journal, Vol. 18, N° 4, (December 2012): 251-270.

Disponible à partir de la base de données Sage et à la bibliothèque de l'ENAP.

Par : LEPPM

[Retour au sommaire](#)

Mondialisation et sécurité

Sécurité civile

International - Prévenir la contrefaçon : quels indices possède le consommateur?

Sur le radar - Plus que jamais le problème de la contrefaçon, qui réussit à pénétrer légalement les chaînes d'approvisionnement, préoccupe les décideurs politiques, les médias et les chercheurs.

Impact sur les politiques publiques - Diverses mesures sont mises en place afin de freiner le phénomène. Certains pays défendent l'idée de criminaliser l'achat de produits frauduleux. Du point de vue des auteurs, ce type de politique soulève des questions éthiques et pratiques et dénote un manque de connaissance chez les consommateurs.

Pour réflexion et analyse - Afin d'élaborer des politiques de prévention efficaces et d'en estimer les effets, les décideurs devraient chercher à mieux comprendre l'attitude des consommateurs à l'égard de la contrefaçon. Ils devront se demander de quels moyens disposent les consommateurs pour authentifier un produit. L'expérience et les erreurs accumulées sont généralement les indices qu'utilisent les consommateurs pour se protéger.

Levente Fejes, Zoltan and Jeremy M. Wilson. "Cue utilization in the product authentication process: a framework and research agenda for product counterfeit prevention", International Journal of Comparative and Criminal Justice, (19 Nov 2012): online first published.

Disponible à partir de la base de données Taylor and Francis Online et à la bibliothèque de l'ENAP.

Par : LEPPM

[Retour au sommaire](#)

Gouvernance de la sécurité

États-Unis - Utilisation des médias sociaux par les entreprises en Amérique du Nord

Sur le radar - Les auteurs ont effectué un sondage afin de vérifier les connaissances et l'utilisation des médias sociaux par des décideurs d'entreprises nord-américaines. Ils signalent les avantages et les risques de l'utilisation des médias sociaux tant à l'interne, pour la gouvernance de l'entreprise, qu'à l'externe pour le rayonnement et la mise en marché.

Pour réflexion et analyse - Les entreprises qui ont recours aux médias sociaux y déposent de l'information, mais ne savent généralement pas tirer profit de l'information qui leur parvient. À l'aide de statistiques selon le type de gestionnaire (directeurs, cadres supérieurs, administrateur de conseil d'administration), les auteurs illustrent l'adoption de ces moyens de communication et la manière dont ils sont utilisés. Les décideurs comprennent l'impact possible des médias sociaux, mais n'ont pas de stratégie de médias sociaux, et encore moins, d'intégration à la stratégie globale de l'entreprise. Six recommandations visant à maximiser l'apport de ces médias sont formulées.

Larcker, David F., Larcker, Sarah M. And Brian Tayan. What Do Corporate Directors and Senior Managers Know about Social Media?, Conference Board Inc., October 2012.

Disponible sur le site du Conference Board du Canada.

[Accéder au document](#)

Par : LEPPM

[Retour au sommaire](#)

Politiques Publiques

États-Unis - À propos de sécurité informatique américaine et internationale

Lien avec la mondialisation - Internet permet de connecter les personnes, les infrastructures, les États et de telle manière que la sécurité de chacun peut être compromise quel que soit l'endroit dans le monde où la connexion se fait. Les États ont ainsi des visions particulières, voire incompatibles, sur la manière dont devrait être gérée la sécurité dans ce réseau mondial.

Impact sur les politiques publiques - Les auteurs montrent comment les États-Unis se défendent et préviennent les attaques informatiques depuis 1997. Ils rappellent certaines attaques importantes survenues aux États-Unis et en Estonie et qui ont élevé la cybersécurité au rang des préoccupations du domaine militaire et de la défense de l'État.

Pour réflexion et analyse - Chaque État propose des solutions différentes, mais il semble difficile de parvenir à une compréhension consensuelle de ce que devrait être la cybersécurité. Les auteurs pensent que les États doivent convenir d'une réglementation ou à tout le moins des principes sur ce qui peut être fait, ou pas, dans le cyberspace. Il faudrait aussi une définition précise et reconnue de la cyberguerre.

Glenny, Misha et Camino Kavanagh. « 800 Titles but No Policy - Thoughts on Cyber Warfare », American Foreign Policy Interests: The Journal of the National Committee on American Foreign Policy, Vol. 34, N° 6, (December 2012): 287-294.

Disponible à partir de la base de données Taylor and Francis et à la bibliothèque de l'ENAP.

Par : LEPPM

[Retour au sommaire](#)

OCDE - Mesures nationales de cybersécurité

Sur le radar - L'OCDE a amorcé en 2012 une deuxième révision des lignes directrices de 2002 sur la sécurité des systèmes d'information et des réseaux afin de mieux répondre au contexte actuel d'une plus grande interconnexion des TI à travers le monde. Quelles stratégies adoptent les États, 10 ans plus tard?

Impact sur les politiques publiques - Face aux défis liés à l'évolution des technologies de l'information, certains États ont effectivement élaboré de nouvelles stratégies de cybersécurité.

Pour réflexion et analyse - Ce rapport de l'OCDE fait ressortir les points communs et les différences des stratégies de cybersécurité de dix États membres de l'OCDE. Il signale notamment la tendance à adopter une approche qui englobe les différents secteurs concernés par la cybersécurité. Les stratégies visent à protéger les sociétés contre les cybermenaces tout en soutenant la prospérité économique et sociale. Dans l'ensemble, elles défendent la nécessité d'une coordination entre le niveau politique et opérationnel. Elles reconnaissent le besoin de renforcer la coopération public-privé et la concertation internationale. Elles soulignent aussi l'importance de respecter les valeurs fondamentales, telles que la liberté d'expression.

Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD), "Cybersecurity Policy Making at a Turning Point: Analysing a New Generation of National Cybersecurity Strategies for the Internet Economy", OECD Digital Economy Papers, N° 211, (2012).

Disponible à OECD-iLibrary.

[Accéder au document](#)

Par : LEPPM

[Retour au sommaire](#)

Clips

Technologie et mondialisation

Afrique - Transformer l'Afrique grâce aux technologies de l'information

Sur le radar - Ce rapport, préparé conjointement par la Banque africaine de développement et la Banque mondiale, montre comment l'utilisation des technologies de l'information et des communications (TIC), dans différents secteurs économiques et sociaux, participe à la transformation et à la modernisation du continent africain. Les auteurs examinent une vingtaine de cas et estiment que les TIC permettront aux pays africains de palier les défaillances de marché qui les handicapent et d'encourager, au cours des prochaines années, l'entrepreneuriat, l'innovation et la croissance des revenus.

Impact sur les politiques publiques - Devant le succès, les retombées et les effets d'entraînement de nombreux cas d'utilisation des TIC - notamment des communications et applications mobiles - le rapport recommande aux gouvernements africains d'investir dans les infrastructures technologiques et de créer un environnement favorable à l'innovation. Les auteurs suggèrent également d'identifier, de documenter et de déployer à plus grande échelle les meilleures pratiques en la matière.

eTransform Africa. "The Transformational Use of Information and Communication Technologies in Africa", (December 2012).

[Accéder au document](#)

Par : LEPPM

[Retour au sommaire](#)